

Divisés autour du semestre européen

La Commission européenne s'est prononcée sur la situation du Luxembourg et ce bon élève se fait quand même taper sur les doigts. Sa compétitivité-coût dérape, son risque de pauvreté croît.

Mais sur ces deux seuls points, patrons et syndicats bataillent. Car selon eux, les indicateurs sont mauvais. Rien de neuf, chacun le répète inlassablement depuis l'existence du semestre européen. Deuxième réunion, hier, entre partenaires sociaux, sur le rapport de la Commission, sous l'égide du Conseil économique et social.

De notre journaliste
Geneviève Montaigu

C'est une grand-messe qui rassemble du monde pour échan-

ger les positions de l'ensemble des partenaires sociaux autour du gouvernement dans le cadre du semestre européen. C'est l'outil qui permet à la Commission de garder un œil sur les politiques économiques, sociales et environnementales des pays qui doivent converger vers des objectifs communs fixés par l'UE ou par la zone euro. Le semestre européen se préoccupe surtout de la dette souveraine et le Luxembourg n'a aucun souci à se faire, il fait partie des pays les plus performants.

Les partenaires sociaux sont étroit-

tement liés aux discussions relatives au plan national de réformes (PNR) et au programme de stabilité et de croissance (PSC). Chacun présente ses analyses et comme le remarque le ministre de l'Économie, Étienne Schneider, ils ne sont «pas d'accord», entre eux.

À vrai dire, rien de neuf. Il ne faut pas s'attendre à un débat, il n'y en a pas. Chacun présente sa contribution sous l'égide du Conseil économique et social (CES). Une fois encore, la rupture de dialogue entre le patronat et les syndicats, surtout

l'OGBL, se fait ressentir. L'animosité est palpable, et quand Michel Wurth s'autorise une question à André Roeltgen qui présente la note conjointe de l'OGBL et de la CGFP, ce dernier le rembarre illico en le priant de ne pas l'interrompre. Ambiance.

Le LCGB a présenté sa note à part, et là encore, il y a du ressentiment dans l'air. Entre Patrick Dury et André Roeltgen, on se dit à peine bonjour. Donc pas de débat, mais pas de propositions concrètes du gouvernement, au grand dam du patronat qui, en conclusion de sa note, regrette que le gouvernement ne fasse que «paraphraser le rapport de la Commission, sans le commenter, ni proposer de mesures susceptibles de répondre aux défis relevés». L'UEL aurait surtout aimé que le gouvernement «prenne position sur les propositions des partenaires sociaux», alors qu'il ne fait, en réalité, que prêter une oreille attentive pour ensuite prendre en considération les remarques des uns et des autres. Mais ce sera la surprise, dans un mois, quand le PNR et le PSC seront adoptés au Conseil de gouvernement, trois jours après la déclaration sur l'état de la Nation du Premier ministre, Xavier Bettel.

➤ L'UEL s'agace des paraphrases

La Commission, qui table sur une croissance de 4,5 % pour le Luxembourg en 2015 et 4 % les deux années suivantes, se permet tout de même de critiquer certains points. D'abord la détérioration de la compétitivité-coût de l'économie observée ces dix dernières années. Les coûts salariaux unitaires (CSU) ont augmenté de 56,2 % au Luxembourg entre 2000 et 2014, «soit deux fois plus vite que la moyenne de la zone euros (27 %),

relève le gouvernement, en paraphrasant la Commission. L'UEL note, de son côté, que la Commission observe «qu'aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne la réforme du système de fixation des salaires, afin que l'évolution des rémunérations reflète celle de la productivité».

André Roeltgen n'est pas du même avis et ne partage pas l'analyse de la Commission reprise par l'UEL. «La Commission retient évidemment toujours une définition des CSU dans leur version nominale qui, selon les investigations de la Chambre des salariés mais aussi du Statec, n'est pas l'indicateur le plus adéquat et pertinent pour jauger la compétitivité-coût de l'économie luxembourgeoise», souligne le président de l'OGBL.

En face, Michel Wurth fait observer que les indicateurs sont les mêmes pour tout le monde. Pourtant, quelques instants plus tôt, il émettait lui aussi le souhait de changer un indicateur, en l'occurrence celui qui calcule le taux de pauvreté. «Il faudrait une bonne fois pour toutes arrêter de prendre le salaire médian comme référence pour situer le seuil de pauvreté. Nous savons que cela ne reflète pas la réalité au Luxembourg.»

Sur la question d'une réforme des pensions, patronat et syndicats s'affrontent. Le ministre de l'Économie n'a rien à redire sur le système actuel, contrairement à la Commission qui alerte sur les dépenses publiques liées au vieillissement de la population. «Nous n'avons pas dit que nous ne ferons rien», précise cependant Étienne Schneider.

Après cette deuxième réunion, la prochaine étape sera la déclaration sur l'état de la Nation. Les propositions du gouvernement devraient tomber.



Photos : fabrizio pizzolante

Les camps syndical et patronal continuent à s'opposer ouvertement.